

Document

La Roumanie est obligée d'emprunter pour payer ses fonctionnaires (14.08)

Le Monde – 13.08

Devant le ministère de l'intérieur, des centaines de policiers roumains manifestaient, mardi 11 août, contre les restrictions budgétaires qui mettent leur métier en péril. *"Le ministère nous a tourné le dos, nous allons faire pareil, s'exclame un officier qui préfère garder l'anonymat. J'en ai assez de dépenser 20 % de mon salaire de 250 euros par mois pour acheter ce qui nous manque au bureau : papier, stylos, souris et clavier d'ordinateur. Souvent, je dois utiliser mon téléphone mobile personnel. Nous n'avons droit qu'à une quinzaine de litres d'essence par mois. On a peut-être oublié qu'une voiture de police, ça patrouille !"* La colère des policiers est à la hauteur de la crise qui touche le service public roumain.

Prise dans le tourbillon de la crise économique, la Roumanie a du mal à s'en sortir. Le gouvernement a pris des mesures drastiques pour contenir les dépenses. Ainsi les fonctionnaires publics devront-ils prendre dix jours de congés sans solde entre septembre et novembre. *"Cette mesure aboutira à des économies d'environ 360 millions d'euros, c'est-à-dire une réduction du déficit égale à 3 % du produit intérieur brut (PIB)"*, selon le ministre des finances, Gheorghe Pogea.

Lundi, la Roumanie s'est engagée auprès du Fonds monétaire international (FMI) à réduire de 1 milliard d'euros les dépenses publiques en 2009 et de 3 milliards supplémentaires en 2010. Quelque 150 000 fonctionnaires sur un total de 1,4 million devraient quitter leur poste pour relâcher la pression exercée sur les deniers de l'Etat.

Pénurie de médicaments

La Roumanie est dans une impasse qui l'oblige à emprunter de l'argent pour payer salaires et retraites. Lundi, Bucarest a obtenu le feu vert du FMI pour affecter au paiement des salaires du secteur public une partie du prêt de 20 milliards d'euros contracté en mars auprès de l'institution, de l'Union européenne (UE) et de la Banque mondiale. La politique incohérente du gouvernement de coalition entre les démocrates-libéraux du président Traian Basescu et les socialistes a conduit à l'échec.

Avant l'élection présidentielle qui doit avoir lieu à la fin de l'année, les deux partenaires passent plus de temps à se faire la guerre qu'à gouverner. Après les négociations d'adhésion à l'UE, débutées en 2000, la Roumanie a connu un envol économique avec une croissance de 8 % en 2008. Mais cette année, le recul du PIB devrait atteindre au moins 8,5 %, entraînant le pays dans une récession sévère.

Les contraintes imposées par le FMI pour assainir les finances publiques ont été mal gérées par le gouvernement, qui a improvisé des solutions aux conséquences catastrophiques. Les médecins dénoncent une pénurie de médicaments et la plupart des hôpitaux ne sont plus en mesure d'assurer les soins courants. Les fonds octroyés pour la lutte contre le cancer, le sida, l'hépatite et le diabète sont épuisés depuis fin juillet. *"Le gouvernement joue avec le feu, affirme Cezar Irimia, président de l'association des malades chroniques. La situation est très grave. Nous avons 2 000 malades chroniques dont la survie dépend des médicaments. Comment va-t-on expliquer aux cancéreux qu'ils sont sur une liste d'attente sans aucune visibilité ?"* Les ordonnances qui leur sont prescrites ne sont plus remboursées.

Dans ce contexte, les Roumains sont d'autant plus choqués par les excès de certains hommes politiques, dans un pays où la corruption institutionnalisée est la règle. Le maire de Bucarest, Sorin Oprescu, qui envisage d'être candidat à la présidence, s'appête à dépenser 700 000 euros pour dorer une vingtaine d'horloges de la capitale.